40 millions de Fcfa
à gagner au BANKO mardi 12 février

N°460 du mardi 12 février 2019

infoMatin
Quotidien
L'actualité autrement

2e année

400 Fcfa

Coup d'État scientifique

Momo met à nu le plan satanique d'un adepte de Mgr Ndongmo

Il y a une trentaine d'années, l'Union des populations du Cameroun tirait la sonnette d'alarme contre le discours haineux et suprématiste de l'ex-évêque de Nkongsamba, dont le leader du Mrc semble devenu un des apôtres. Pp.8 à 10

Fête de la jeunesse

L'Iai-Cameroun pour "L'entrepreneuriat jeune"

Les produits de l'Institut ont entretenu leurs cadets autour de ce thème, vendredi à Yaoundé, sous l'égide du Représentant résident, Armand Claude Abanda. P.3

Discours

Paul Biya appelle les jeunes à tourner le dos à la drogue

Dans son traditionnel message à cette catégorie de ses compatriotes, le chef de l'État instruit le gouvernement à prendre des mesures urgentes dans ce sens. Pp.5-7

Directeur de publication : Dieudonné Mveng **Tél : (237) 243 29 63 62** e-mail: infomatinquotidien@yahoo.com **Une publication du Groupe La Météo**

SECURISATION PHYSIQUE DU PORT DE DOUALA-BONABERI

PORT AUTONOME DE DOUALA
LA PERFORMANCE, L'ATTRACTIVITÉ ET LA COMPETITIVITÉ

Port Autonome de Douala
Port Authority of Douala

UN ENJEU VITAL DE COMPÉTITIVITÉ

Creativethink © 2019

53È ÉDITION DE LA FÊTE DE LA JEUNESSE

L'Iai-Cameroun pour "L'entrepreneuriat jeune"

Les produits de l'Institut ont entretenu leurs cadets autour de ce thème, vendredi à Yaoundé, dans le cadre des activités de la onzaine, sous le haut patronage du représentant résident, Armand Claude Abanda.

Rosine Laure Elong
(Stagiaire)

L'institut Africain d'informatique (Iai) a abrité à l'esplanade de son établissement à Yaoundé, vendredi 8 février, une conférence autour du thème «L'entreprenariat jeune». Lors de son mot introductif, le président du comité des étudiants de l'Iai, Njogang Thibault, remercie l'assistance, le président résident, et surtout les anciens étudiants qui ont bien voulu apporter leur expertise aux étudiants encore en formation.
En effet, sous le haut patronage du représentant résident de l'Institut, Armand Claude Abanda, il est alors question pour les produits de l'Institut, de rappeler à leurs camarades cadets le potentiel dont ils disposent afin de mettre en exergue leurs compétences et contribuer au développement de leurs pays (chacun en ce qui concerne son pays d'origine). Bien plus, des éclairages sont donnés pour que les futurs diplômés comprennent comment entreprendre. L'un des intervenants, Steve Ebode, diplômé de l'Iai, et webmaster d'Innospeed, invite ses camarades à mettre tout en œuvre pour faire briller le label de l'Iai. «Le dehors est dur, le dehors est serré.Il y en a qui sortent avec des compétences, mais n'arrivent pas à les valoriser, parce qu'ils n'ont pas osé. Si vous sortez de là sans ne savoir rien faire, sachez que vous avez perdu du temps, et vous avez perdu l'argent.» alerte-t-il ses compagnons. Il soutient ses dires en illustrant les propos d'Armand Claude Abanda : «Pour atteindre la bonne altitude, il ne suffit pas d'avoir la bonne attitude».

Réalisations. Au-delà des vains discours, les diplômés parlent des actions concrètes, des attitudes à adopter, sans oublier leurs réalisations. Ainsi, Joël Guiffo, diplômé de l'Iai, devenu ingénieur informaticien à Peugeot, et enseignant d'informatique dans trois universités en France, parle de son parcours, tout en essayant d'effacer de l'esprit de ses confrères le ''mythe de l'occident''. «Tant que vous pouvez rêver, vous pouvez réaliser», c'est par ces mots qu'il achève son allocution. Dans la même lancée, Francis Tchiegue, analyste et ingénieur des systèmes d'informations de l'Iai, spécialiste en échanges culturels Chine-Afrique, haut consultant au commissariat des Nations-unies pour les réfugiés, traducteur bilingue de haut niveau (anglais, français, chinois), sorti de la 2e vague de diplômés de l'Institut, affirme être un produit fier de l'Iai. Pour les plus récents diplômés présents sur l'estrade, ils présentent leur start-up, Inno Speed, créée en 2016. Hans Topet, fondateur de la structure, fait un focus sur leurs réalisations en moins de trois années d'existences: un logiciel de comptabilité matière et un autre de gestion des marchés pour le Mindef, un logiciel de gestion électronique des demandes d'équivalences de diplômes au Minesup, pour ne citer que ceux-là. Ainsi, pour clore cet événement, le sénateur de la Sanaga-maritime, Pond Moni, invité du jour, encourage les étudiants et tous les jeunes présents dans leur élan, et promet de porter un appui solide à l'institution, dans l'optique de faire croitre ce secteur de la technologie informatique.
Le souci est ici de faire des ces étudiants des diplômés véritablement opérationnels. Il s'agit alors de donner de l'espoir à cette jeunesse estudiantine.

Ils ont dit...

Hans Topet, *fondateur Inno Speed*
«C'est avec plaisir que nous partageons notre expérience»

« Inno Speed est une start-up qui fait dans l'innovation, dans le développement des applications. Actuellement, nous avons mis sur pied trois systèmes fars : Miouzik, une plateforme de streaming ; Aqil qui est une plateforme collaboratrice entre établissements d'enseignements, parents et élèves ; et Mat-pro, un logiciel en comptabilité. Le chemin n'a pas été facile et nous continuons à travailler dur pour pouvoir y arriver. Nous avons beaucoup appris à l'Iai et nous continuons à apprendre du représentant résident et des camarades qui sont encore sur les bancs. C'est un réel plaisir pour nous de pouvoir revenir ici pour partager notre expérience avec ses camarades et de pouvoir entrer directement en contact avec eux, pour qu'ils viennent également nous apporter plus pour la réalisation de nos projets.»

Francis Tchiegue
«Nos jeunes sont à l'affût de l'information»

« Je suis très confiant pour leur avenir, quand je vois l'enthousiasme dans les yeux et dans l'attitude de nos jeunes camarades. Et cet élan me fait croire qu'ils vont faire de bonnes choses. Nous qui sommes de la deuxième promotion, parmi les pionniers de cette établissement, on a essayé de faire mieux que ceux qui étaient avant nous. Aujourd'hui la technologie a évolué bien plus que celle que nous avons connue. Les Ntic n'arrêtent pas d'avancer et nous avons des concepts qu'à notre époque n'existaient pas. Et les jeunes qui viennent sont plus frais, plus ouverts à adapter ces nouveaux concepts aux réalités et aux besoins actuels. Je peux le voir en Chine, c'est tous les jours qu'on a un nouveau logiciel, un nouveau concept, et en une seconde il se répand partout. Et nos jeunes sont à l'affût de l'information. Et par conséquent sont à même, mieux que nous, de pousser la connaissance technologique et de l'insérer dans la société jusqu'au moindre méandre.»

Jean Marie Mpongmoni, *sénateur Sanaga-Maritime*
«Je vais porter haut les doléances de l'institut»

« Les jeunes sont déterminés à relever notre pays, et par rapport au concept que le chef de l'État ne cesse de nous rappeler : l'économie numérique c'est le développement de notre pays. Donc, nous avons des jeunes qui sont déterminés à rompre avec les anciennes pratiques, et à aller tout droit dans le développement de l'économie numérique. Nous avons constaté que les anciens sont là et apportent leur expérience, ils viennent témoigner de ce qu'ils sont devenus aujourd'hui grâce à cette institution. Nous devons louer le représentant résident, Armand Claude Abanda, par rapport à cette initiative qu'il a prise de créer au Cameroun l'Iai. Et en qualité de sénateur, le message sera transmis auprès de mes collaborateurs de la chambre haute, pour que nous aussi à notre niveau et à notre manière, qu'on puisse encourager cette institution, centre d'excellence Paul Biya.»

EMPLOI-JEUNES

Le parlement de la jeunesse présente ses doléances

Réunis le 8 février à Yaoundé, dans le cadre de la 3è séance plénière co-organisée par le Minjec et le Reje, les députés jeunes sont revenus sur des préoccupations relatives au statut de la jeunesse camerounaise.

Carole Oyono (stagiaire)

Les questions orales adressées à certains membres du gouvernement et autres acteurs du monde de l'emploi, ont constitué la toile de fond du parlement de la jeunesse vendredi, organisé par le ministère de la Jeunesse et de l'Education civique (Minjec), et le Réseau des parlementaires «Espérance-jeunesse» (Reje). C'était à l'hémicycle de Ngoa Ekellé, sous la présidence du 1er vice-président de l'Assemblée nationale (An), Hilarion Etong Ndzok, représentant du président de l'Assemblée nationale, Cavaye Yeguié Djibril. En effet, 180 députés-jeunes, représentant les 58 départements du triangle national, étaient face au gouvernement et au patronat, pour débattre des questions relatives au thème «Développement de l'entreprenariat et des opportunités d'emploi-jeunes». S'adressant ainsi à une bonne brochette de ministres, parmi lesquels le ministre des Enseignements secondaires (Minesec) et le ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur (Minesup) ; les députés jeunes ont planché sur la situation de la frange, posant des questions pour lesquelles des réponses ont été apportées.

Qu'il s'agisse de la priorité et la valorisation de l'enseignement technique; ou alors de la pression fiscale et de l'accompagnement des jeunes dans l'entreprenariat, le rendez-vous était une occasion idoine pour mettre les choses à plat, en vue de garantir à l'avenir, le plein emploi productif et un travail décent à la frange du pays. Pour Mounouna Foutsou, Minjec, il était question d'interpeller les pouvoirs publics sur un certain nombre de défis à relever en direction de la jeunesse. A en croire Gaston Komba, président du Reje, c'est une opportunité pour la jeunesse camerounaise, représentée par les 180 députés jeunes, de poser ses préoccupations majeures dans le secteur de l'emploi, et participer en même temps à la recherche des solutions pour son plein épanouissement et intégration socio-économique.

Par ailleurs, l'organisation de ce parlement avait pour objectif de créer un cadre d'échanges et de vulgarisation dans le domaine de l'entrepreneuriat entre la frange et les autres acteurs, et de partager des informations au sujet des opportunités offertes par l'Etat dans ledit domaine. C'était aussi l'occasion de permettre aux députés jeunes de comprendre davantage les bases du fonctionnement des institutions parlementaires, et de développer leur esprit civique. De la mise en place d'un programme spécifique de promotion et d'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin à la gratuité d'accès à l'enseignement technique ; en passant par l'instauration d'une fiscalité spécifique d'incitation des jeunes entrepreneurs de moins de 35 ans ; des propositions de recommandations et résolutions reflétant les aspirations de la jeunesse dans le domaine sous-examen, ont été adoptées à l'unanimité par le collège des députés jeunes. La finalité, pour transmission au gouvernement, au parlement et à tous les acteurs concernés par l'emploi-jeunes.

OBSEQUES DE NTUTU ENGOLA

Faire-part

- La grande famille Menye Ndongo à Biboulemam Akom II
- La grande famille Engola Menye Moise à Biboulemam
- La grande famille Nvondo Mba à Biboulemam
- La famille Engola Ndongo à Yaoundé
- La famille Mvondo Charles à Yaoundé
- La famille Bekolo Amba sylvain à Douala
- La famille Ebene Menye à Yaoundé
- La communauté Chrétienne de la paroisse EPC Eminemvom

Ont la profonde douleur d'annoncer à leurs amis et connaissances le décès de leur fille, petite fille, sœur, tante, belle sœur, et sœur en Christ

Mme Ntutu Jeanne Solange

survenu le 30 janvier 2019 à Yaoundé des suites de maladie.

Programme

Du 30 janvier au 13 février 2019
Recueillement tous les soirs dès 19h au domicile de M. MVONDO Charles sis à Odza dispensaire

Jeudi 14 février 2019
14h00 : Mise en bière et levée de corps à la morgue du CFTA à Ekounou
16h00 : Arrivée et installation de la dépouille à la chapelle Mbock Abang Etienne
20h 00 : culte et grande veillée jusqu'a l'aube

Vendredi 15 février 2019
06h00 : départ du cortège pour le village Biboulemam Par Akom II
13h00 : arrivée et installation de la dépouille à l'Église EPC de Biboulemam
20h00 : culte et grande veillée jusqu'à l'aube
Samedi 16 février 2019
09h00 : début des cérémonies
-culte
-inhumation
-fin des cérémonies

DROGUE EN MILIEU SCOLAIRE

Paul Biya exhorte le gouvernement à prendre des mesures urgentes

Chaque année, le Cameroun célèbre la fête de la jeunesse le 11 février. Hier, la jeunesse a vibré au rythme de la 53e édition avec pour thème, «Jeunesse, grandes opportunités et participation à la construction d'un Cameroun en paix, stable et émergeant.» La tradition veut qu'elle se déroule sur l'étendue du territoire national, à travers les défilés des établissements scolaires, des mouvements et associations de jeunesse, mettant fin à une série de manifestations sportives et culturelles dénommées «Onzaine de la jeunesse». Avant le clou des festivités le 11 février 2019, l'autre grand moment de cette célébration est le discours du chef de l'État. Lors de son traditionnel message à la jeunesse au soir du 10 février, le président de la République a, à nouveau profité de l'occasion à lui offerte, pour appeler sa jeunesse à saisir les opportunités qui s'offrent à elle et à prendre ses responsabilités, «Vous participerez à la construction de la société juste, démocratique et fraternelle, fondée sur nos réalités socioculturelles et notre héritage historique, société que notre peuple appelle de ses vœux. Vous contribuerez ainsi à la recherche des solutions aux difficultés que beaucoup de nos jeunes rencontrent pour trouver un emploi, fonder une famille, se libérer des coutumes ancestrales dépassées et résister à la tentation de l'émigration clandestine qui fait beaucoup de victimes.» Dans les mêmes circonstances, Paul Biya a saisi l'occasion de la 53e édition pour, non seulement démontrer qu'il est conscient des fléaux susceptibles de constituer des obstacles à son projet, mais encore instruit son gouvernement à s'impliquer fortement avec des actions de réduction, mieux d'éradication. «Il vous faudra aussi ne pas céder au désœuvrement qui peut conduire à de mauvais comportements, tels que la délinquance, la consommation abusive d'alcool et de drogues. Le gouvernement devra prendre des mesures urgentes pour mener un combat sans merci contre ces fléaux qui minent notre jeunesse et qui, à terme, menacent l'avenir de notre pays.» a-t-il déclaré. Un appel au sommet qui sonne à la fois comme un engagement personnel du chef de l'État, mais encore vient donner l'onction à tous les efforts d'éradication du phénomène de consommation de la drogue en milieux jeunes et surtout scolaires et universitaires, engagés par les pouvoirs publics depuis des années.

Dans son élan de sensibilisation et d'alerte, Infomatin revient ce jour parler de la drogue en milieux scolaires, réconforté par le discours du président de la République.

Le phénomène inquiète au haut niveau

La consommation des stupéfiants aujourd'hui est placée en tête de liste des problèmes qui minent l'école camerounaise.

Annette Mindjié
(stagiaire)

A peine adolescents, de nombreux élèves semblent se perdre dans la drogue forte en dépit des dangers auxquels ce produit les expose. Selon les derniers chiffres du ministère de la Santé publique (Minsanté), 60% des jeunes âgés entre 20 à 25 ans ont déjà consommé la drogue, au moins une fois. Les plus prisées étant le tramol, la cocaïne, la marijuana ou cannabis communément appelé «Banga». A en croire les adeptes de cette pratique, la plupart des élèves ''apprentis'' commencent par les moins fortes. Toujours en quête de sensation, ils vont ensuite toucher à d'autres drogues plus dures. Selon Anatole Maïna, Coordonnateur du secrétariat technique du Comité interministériel de lutte contre la culture et le trafic des stupéfiants, organe créé sur instruction du président de la République, Plus de 12 000 jeunes scolarisés, âgés de 13 à 15 ans, consomment du cannabis. «C'est la drogue dure la plus consommée par la jeunesse, devant le tramadol», précise t-il. Les spécialistes indiquent que ces chiffres ont explosé au cours des deux dernières décennies. «Au début des années 2000, on avait fait le constat que 20% de drogués étaient des enfants de la tranche d'âge de 17 à 20 ans. Le phénomène va grandissant et s'il n'y a pas une bonne prévention, il y a à craindre que tous nos enfants soient exposés», s'inquiète Dr Flore Ndembiyembe, présidente de la Coalition nationale de lutte contre le Tabac.

Monstres. Le pire c'est que ces élèves toxicomanes peuvent se procurer des stupéfiants à moindre coût : entre 50 et 500 F Cfa pour certaines drogues. Est-ce pour cela que le fléau explose ? L'on ne saurait répondre à cette question. Les élèves disent prendre de la drogue pour bien étudier et avoir de bons résultats. Mais les observations des enseignants pensent le contraire. Ces produits dangereux les transforment plutôt en de «monstres» qui, une fois drogués, deviennent un danger, non seulement pour le corps enseignant, mais aussi pour leurs camarades. «Personne ne veut avoir à faire à ce type d'élèves parce qu'on ne sait pas de quoi ils sont capables, jusqu'où ils peuvent aller lorsqu'ils ont déjà ingurgité ces histoires. Lorsqu'on essaye même de les recadrer, on assiste plutôt à des spectacles désolants où certains en viennent aux mains avec leurs enseignants. Ils finissent alors par être embarqués par la police et exclus de l'établissement», confie un enseignant, sous le couvert de l'anonymat.

Dans certains établissements, les endroits les moins soupçonnés ont été transformés en ''fumoir''. Aucune école n'est à l'abri. Même celles dites prestigieuses sont touchées par ce fléau et cela montre à quel point le mal est profond. L'institution pédagogique semble être dépassée par l'ampleur du phénomène et peine à recadrer les élèves toxicomanes. Elle tente tout de même d'infléchir la courbe de ceux qui en consomment à travers les campagnes de sensibilisation et des dénonciations auprès de la Brigade de contrôle des établissements scolaires. Ce phénomène inquiète même la plus haute autorité de la République qui a instruit la mise sur pied d'un comité interministériel contre la culture, la commercialisation et la consommation des stupéfiants.

Les effarantes astuces des consommateurs

Pour consommer de la drogue à l'école sans se faire prendre, les jeunes usent des ruses déconcertantes.

Marie Hélène Ndongo
(Stagiaire)

Depuis quelques années, les établissements scolaires font face à un fléau d'une ampleur grandissante. Il s'agit de la consommation des stupéfiants par des élèves. Bien que les moyens financiers et stratégies soient mis en place par le gouvernement, les chefs d'établissements et même certains parents pour combattre ce fléau, les jeunes réussissent tout de même l'exploit de tromper leur vigilance en en usant des astuces divers pour assouvir leur sale besogne de façon incognito. L'usage qu'ils en font dépend de la nature du produit ou de la substance consommée. Il existe des substances dites ''psychoactives'' qui agissent sur le cerveau en modifiant l'activité mentale, les sensations, le comportement et en provoquant des effets somatiques sur le corps. S'agissant entre autres de : l'alcool, le tabac, le cannabis, la cocaïne, l'héroïne, le tramol et bien d'autres.

D'après les études menées par la Commission de lutte contre la consommation de la drogue, le produit prisé par les jeunes scolarisés est le tramol, encore appelé ''le comprimé de l'arrogance et de l'impertinence''. Ce médicament analgésique est apprécié par bon nombre car très peu couteux (entre 50 et 100 francs Cfa) et surtout d'accès libre. Les élèves le consomment généralement sous forme de sniff, d'inhalation ou d'ingestion. Lors de la première pratique qui est le sniff, ils transforment la substance sous forme de poudre et l'introduisent par le nez, ainsi elle se dépose sur les muqueuses nasales passant par le sang. Les effets apparaissent en quelques minutes et la montée est progressive. Cette pratique est jugée moins dangereuse et moins stigmatisante. Dans la seconde pratique qui est l'inhalation, les jeunes brulent le comprimé et la fumée produite est absorbée par le nez ou la bouche pour passer par les voies respiratoires. Les effets sont très rapides. Pour ce qui est de l'ingestion du tramol, les élèves usent des pratiques peu connues. Selon les travaux exposés par les pairs éducateurs de certains établissements de la place, leurs camarades de classe rendent la substance en miette pour ensuite l'introduire dans des aliments tels que du pain, des beignets, bref tout ce qu'ils consomment dans l'enceinte de l'établissement et ils ne s'arrêtent pas là, ils poussent le vis en l'introduisant dans des boissons embouteillées telles que de l'eau ou du ''jus''.

Les effets mettent jusqu'à quelques heures dépendamment de plusieurs facteurs (quantité de principe actif, à jeun ou non). L'un des pairs éducateurs, en dénonçant les pratiques perverses effectuées dans son Lycée, est même allé jusqu'à dire que les élèves versent de l'eau recueillies dans des égouts, devant les toilettes pour empêcher les surveillants ou responsables de l'établissement de se rendre dans les toilettes considérées comme lieu de haute consommation et de toutes les pratiques perverses. Reconnaissons de ce fait que c'est assez ingénieux de la part de ces jeunes considérés comme le fer lance de notre nation. Il y a lieu de s'interroger sur ce que l'on peut espérer de cette génération de plus en plus adepte de ces pratiques peu orthodoxes, mais lourdes de conséquences.

Les circuits de ravitaillement

Bien que l'importation du Tramadol plus connue sous l'appellation de tramol soit interdite par le ministère de la Santé publique (Minsanté), le médicament initialement prévu pour atténuer les douleurs, est vendu illicitement chez les marchands de rue. Des jeunes s'en procurent et le réduisent en poudre pour plus de discrétion. D'autres comprimés dopant à l'instar du diasapan subissent le même traitement. La chicha, avec ses arômes fruités est la nouvelle tendance chez les jeunes. Des lieux de consommation notamment les bars non loin des établissements secondaires sont fréquentés par des élèves qui doivent débourser la somme de 600 francs pour en consommer. Cette sorte de pipe venue de l'Orient contient un tube qui renvoie de grosses bouffées de vapeur produite par du charbon électronique. Encore appelées Narghileh, les arômes de menthe, pomme, banane fraise cachent en effet sa véritable nature, celle de la pipe à eau facilitant la consommation du tabac.

En ce qui concerne les produits illicites (chanvre indien, cannabis), le ravitaillement se fait plus discret chez des vendeurs qui ont amélioré les techniques en se faisant passer pour des vendeurs ambulants et à la sauvette pour l'écoulement. On note également l'usage détourné de certaines substances d'usage ordinaire à des fins stimulatrices. Le cas de la colle forte appelé « solution » dans le milieu des avertis. Bières, whisky, chicha, cigarettes dont la commercialisation n'est pas interdite sont à la portée de tous. Dans les villages, les plantations de cannabis ou quelques plantes sont logées discrètement aux côtés des autres cultures alimentaires.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

Des effets immédiats

Les jeunes qui se donnent à la drogue, sans le savoir, tombent sous l'effet désastreux de cette substance mortelle.

Henri Bomba

La drogue modifie notre perception de la réalité en agissant sur le système nerveux central. C'est donc une substance indiscutablement nuisible à notre vie. La jeunesse est une période très agitée où les adolescents sont souvent victimes de leurs rêves parfois irréalisables, d'où le sentiment de déception et d'échec. Croyant qu'en se droguant, ils peuvent fuir cette réalité amère, ils consomment alors des produits hallucinogènes. En effet, la drogue produit chez les jeunes une démotivation et une diminution du désir d'apprendre, de penser aux examens ou de faire n'importe quel travail, d'où un mauvais rendement scolaire ou professionnel qui se termine incontestablement par l'abandon de ses études et l'échec dans sa vie. Toutes les substances hallucinogènes lui causent aussi une diminution de la vigilance et des réflexes spontanés, donc un risque imminent d'accidents mortels.

Ces produits toxiques l'exposent certainement à des risques psychologiques graves. Les plus connus sont, à titre d'exemple, la mauvaise

humeur, l'agressivité, les crises d'angoisse et de panique, la perte de contrôle de soi, les troubles du comportement, les délires... Au niveau physiologique, les dangers sont encore plus graves, car le consommateur risque d'avoir des maladies incurables comme le sida, le cancer ou tout simplement la mort. Plus en détail, le tabac est responsable aujourd'hui de nombreux cancers notamment de la gorge, du poumon ou de la langue. Les cannabinoïdes, amphétamines ainsi que la cocaïne ont des effets divers. On constate ainsi chez les consommateurs de ces drogues des problèmes sexuels et de fertilité, des problèmes cardiaques (infarctus ou crises cardiaques), des états dépressifs, des cancers du poumon, des problèmes de vue et d'audition, etc.

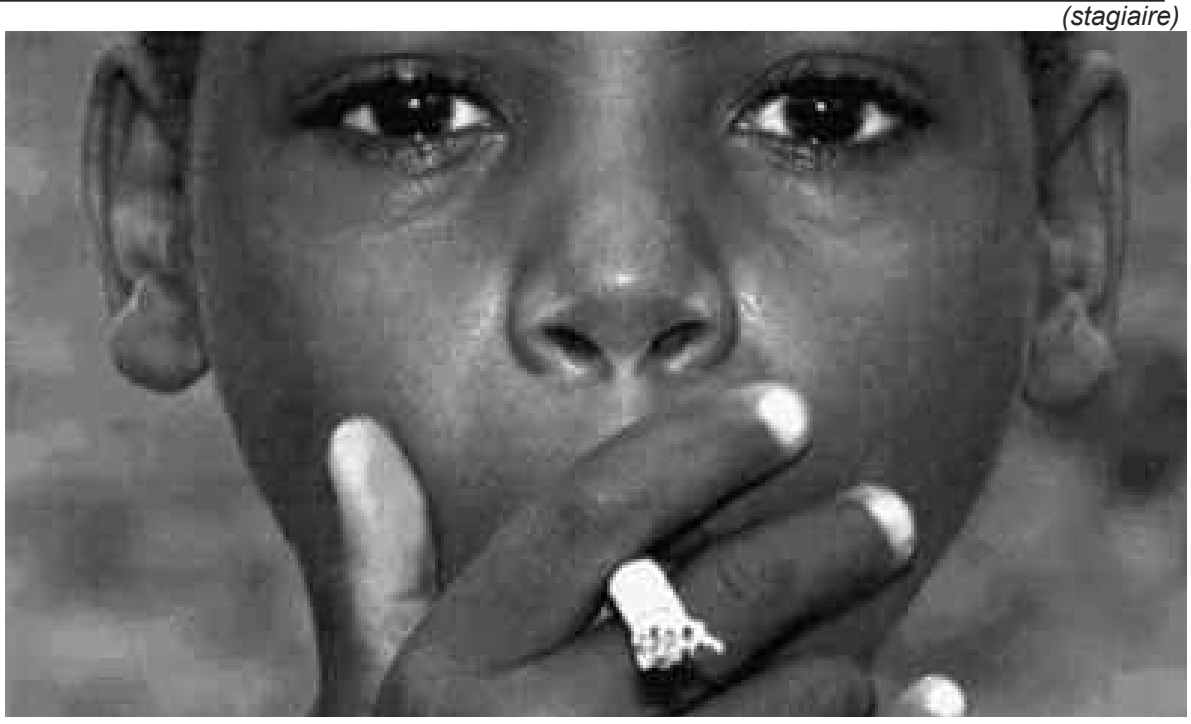
Les effets de ces drogues sur le cerveau sont si puissants qu'ils peuvent conduire à des troubles mentaux irréversibles. Dans le même sens, les psychotropes peuvent avoir des effets particulièrement négatifs sur l'organisme. De fait, nombreux sont ceux qui ne suivent pas les prescriptions à la lettre et qui prennent des médicaments à la moindre anxiété. Plus ces médicaments sont pris longtemps, plus il est difficile d'arrêter de les prendre.

Les jeunes se détruisent à petit feu

La consommation de la drogue et de l'alcool en milieu scolaire a pris des proportions inquiétantes ces dernières années. Avec une incidence négativement sur leur scolarité et sur leur vie.

Nadège Fouejio (stagiaire)

L'usage des drogues par les jeunes dans les établissements scolaires est une réalité qui ne peut laisser personne insensible. C'est un véritable fléau qui se propage à une vitesse inquiétante. Au Cameroun, nous assistons à une dépendance de plus en plus grande à ces substances chez les collégiens, les lycéens et même chez certains élèves du primaire. Toute une organisation s'est mise progressivement en place. Des élèves de sexes confondus se sont érigés en chef de distribution. Les filles sont pour la plupart utilisées pour faire passer la ''marchandise''. Les vendeurs aux alentours des établissements scolaires sont aussi suspectés d'être des distributeurs et les autres élèves doivent se garder de dénoncer les drogués ou les distributeurs s'ils tiennent à leur vie.



Cet état de chose entraine des conséquences assez néfastes tant pour la santé des consommateurs que pour l'environnement socioéconomique. Ici, il en résulte un effritement du tissu social porté par une franche de la jeunesse dont la vulnérabilité et la dépendance à ces stupéfiants les exposent à l'accomplissement d'actes qui déstructurent les socles familiaux sur lesquels reposent la stabilité et la cohésion de la société. À ce sujet justement, il est fortement établi que l'exposition des jeunes au trafic et à la consommation des stupéfiants affecte les budgets de santé des familles, du fait des séjours dans les hôpitaux ou dans les services de répression.

Sur le plan scolaire, la consommation des drogues peut affecter la capacité d'étudier, de se concentrer en classe et d'être à jour dans les devoirs. Elle affecte également le comportement. En fonction de la substance prise, elles peuvent rendre émotives, déraisonnables et violents. La consommation de la drogue nécessite de l'argent, que ne possèdent pas ces jeunes. C'est ainsi qu'ils se livrent à des actes de banditismes ou deviennent eux-mêmes des revendeurs de ces stupéfiants.

Au plan sanitaire, cette consommation, qu'elle soit épisodique ou chronique, les effets de la drogue sur les jeunes sont d'autant plus dangereux car ils sont encore en pleine croissance. Ils connaissent une dégradation rapide de leur structure mentale qui influe sur leurs comportements avec comme symptômes majeurs, la paresse, la somnolence, les violences, les troubles de mémoire, l'exposition aux maladies cardio-vasculaires. Sous l'influence de ces stupéfiants, les jeunes se livrent à des pratiques sexuelles sans tenir compte des dangers encourues. C'est ainsi qu'ils sont exposés à des Infections sexuellement transmissibles (Ist) ou des grossesses non désirées. Lorsqu'ils s'injectent des drogues, il y a un risque sérieux pour eux de contracter une infection virale transmise par le sang d'après les médecins.

Le gouvernement à l'œuvre

La prolifération des substances nocives en milieu scolaire et leurs effets dévastateurs sur les jeunes ont obligé le gouvernement à se mettre en ordre de bataille pour endiguer ce fléaux qui gangrène la société.

Corine Ewolo (stagiaire)

Le gouvernement se dit déterminé à tordre le cou au danger public qu'est la drogue et qui entrave l'avenir de la jeunesse. Pour cela, une opération a été lancée visant à sensibiliser pendant un an, les jeunes scolarisés sur la base d'un échantillon d'établissements à Yaoundé. Celle-ci va ensuite s'étendre dans les autres régions par les services déconcentrés et les unités techniques opérationnelles notamment : la police, la gendarmerie, la douane et la justice. A travers des causeries éducatives, les conférences et les émissions dans les médias, les pouvoirs entendent ramener les jeunes sur le droit chemin. Cependant, pour convaincre l'assistance de la dangerosité de la consommation de ces substances nocives, les experts du ministère des Affaires sociales (Minas), du ministère des Enseignements secondaires (Minesec) et du ministère de la Justice (Minjustice), ont présenté à travers une vidéoconférence, les méfaits de consommation des drogues, des stupéfiants et des sanctions pénales encourues par les jeunes.

En ce qui concerne les TIC, un accent a été mis sur internet, qui revêt plusieurs risques auxquels sont exposés les jeunes, à savoir la montée de l'incivisme, et de l'indiscipline, le cyber prostitution, la cybercriminalité, l'exposition aux contenus violents ou haineux en ligne et les atteintes à la vie privée par la diffusion de données, de vidéos photos personnelles. Selon l'Office des nations unies pour la drogue et le crime, l'Afrique centrale en générale et le Cameroun en particulier, est en passe de devenir la plaque tournante pour le trafic de drogue, stupéfiants et substances psychotropes. L'on note que le commerce desdits produits s'accompagne le plus souvent de la recrudescence de la criminalité, la détérioration de la couverture sanitaire du pays et un accroissement de la délinquance en général.

Dans le cadre de la lutte contre ces substances illicites, la gendarmerie nationale a relevé les efforts du gouvernement et a enregistré des résultats significatifs, notamment l'interpellation des trafiquants, la saisie d'importantes quantités de drogue et cannabis dans les aéroports, la découverte et la destruction de nombreux champs de culture de cannabis dans certaines régions.

Ces carences qui plombent la lutte

Les mesures prises par le gouvernement pour éradiquer ce fléau en milieu scolaire sont certes salutaires, mais beaucoup reste à faire dans la mesure où, les pouvoirs publics ont jusqu'à présent tablé sur la répression de la consommation de drogues. Pourtant, les mécanismes qui conduisent à cette addiction sont dans un premier temps mental avant toute autre cause. Au lieu d'axer les méthodes de lutte à plus de 50% à la sensibilisation, l'on devrait aussi intégrer l'aspect psychologique dans ce combat car d'après les spécialistes, tout part de l'état psychologique de l'enfant depuis le cadre familial jusqu'au cadre scolaire en passant par l'environnement et les fréquentations de celui-ci. La synergie entre enseignants, élèves et parents tarde toujours à prendre corps pourtant, cette tripartite est la clé de l'éducation et contribue par le fait même, à toute lutte contre le déséquilibre mental de l'élève. Il existe bel et bien un guide d'intervention en milieu scolaire, lequel prévoie une mission interministérielle de lutte contre la consommation, la vente et la circulation des drogues. Triste constat du sort, seuls quelques ministères à l'instar de la Santé, de l'Education de base, des Enseignements secondaires et de la Jeunesse semblent avoir intégré cela, les autres ministères sont quasiment transparents.

En ce qui concerne la politique policière en milieu scolaire, bien que la loi autorise des interventions inopinées dans les établissements, elle n'est pas outillée car les méthodes de circulation et de consommation varient en fonction de la répression. L'action des collectivités décentralisées qui devraient en principe fonctionner en synergie avec les établissements scolaires est pratiquement invisible. Pourtant, dans le cadre de la décentralisation, chaque élu local devrait établir son plan de lutte contre les pratiques peu orthodoxes pouvant conduire à la violence et à la menace de la sécurité au sein de leur unité de commandement.

Joseph Makon

COUP D'ÉTAT SCIENTIFIQUE

Ndongmo, Kamto et la tentation hégémonique

Il y a une trentaine d'années, l'Union des populations du Cameroun tirait la sonnette d'alarme contre le discours haineux et suprématiste de l'ex-évêque de Nkongsamba, dont le leader du Mrc semble devenu un des apôtres.

Cédric Mbida

En début mai 1987, l'Union des populations du Cameroun (Upc) publiait une sorte de mémo pour condamner «la violence sous toutes ses formes». Le parti historique, rappelant sa conception originelle et non discriminatoire, tout en encourageant toutes les initiatives tendant vers l'unité nationale, condamnait «le tribalisme, surtout lorsque celui-ci prend une formes hégémonique et dominatrice». Les commentaires et réflexions de ladite formation venaient à la suite d'un discours aux relents viscéralement manichéen de Mgr Albert Ndongmo, tenus dans un cercle exclusif de ressortissants bamiléké à Paris, où il prônait la domination de sa tribu d'origine sur les autres composantes sociologiques du Cameroun.
«L'Église catholique est universelle, et l'Upc ne pense pas qu'un prélat ambitieux – fut-il consulteur de Sa sainteté ou recteur d'une université catholique – puisse s'en emparer pour imposer sa volonté diabolique à l'ensemble de l'épiscopat camerounais», s'insurgeaient les apôtres de Um Nyobé, Ossende Afana et autre Ernest Ouandié.
«Après avoir tenté de mouiller l'Upc en passant par Ernest Ouandié, Mgr Ndongmo cherche maintenant à compromettre l'Église catholique. Cet éminent prélat a-t-il seulement tiré les enseignements de son procès de 1971 ou des événements du 6 avril 1984 ?» s'interrogeait le document. Et de marteler qu'une tribu qui se disperse à travers les quatre coins du territoire national, non pour y apporter son dynamisme, mais au contraire par des procédés frauduleux, sème les germes de la guerre civile.
«Les Bamiléké, concluait la réflexion, doivent savoir que s'ils veulent créer au Cameroun une situation semblable à celle du Liban, l'Upc ne l'admettra jamais, par respect et fidélité pour ses principes.»
Cette réaction musclée était consécutive à une attitude de l'ancien évêque de Nkongsamba, déjà au cœur du fameux «coup d'État scientifique» contre Ahmadou Ahidjo. Un homme d'Église à la réputation sulfureuse, donc, et qui manifestement était rongé par une ambition suprématiste bamiléké au Cameroun.
Ainsi, rapporte-t-on, le 28 mars 1987, de passage dans la capitale française, Albert Ndongmo est invité, par le Dr Jean Michel Tekam, à procéder au baptême de ses enfants en sa résidence sise 18, avenue Charles-de-Gaulle, 92 Neuilly-sur-Seine. La cérémonie a lieu dans la petite église, située à proximité. Les agapes qui s'ensuivent durent une bonne partie de la nuit, avec cette particularité que n'y ont été conviées que des ressortissants de l'Ouest-Cameroun.
Quelques jours auparavant, indiquent des sources proches du dossier, Tekam Jean-Michel s'était rendu au Canada pour une séance de travail avec Mgr Ndongmo, et la cérémonie de baptême des enfants Tekam ne devait alors constituer qu'un bon prétexte pour tenir des «états généraux des Bamiléké», auxquels a pris part une délégation de personnalités originaires de l'Ouest, conduite par l'ex-maire de Bafoussam et membre influent de la Rdpc de la Mifi, le Dr Tagny Mathieu, venue spécialement du Cameroun pour la cause.

Le gourou du jour. L'ancien évêque de Nkongsamba, prend alors la parole. Pour affirmer que les Bamiléké sont la race (sic) la plus nombreuse au Cameroun, économiquement les plus forts et dont la conquête du pouvoir politique s'avère comme un impératif. Dans cette stratégie de domination, le prince de l'Église catholique, dont les propos sont rapportés par un participant au raout ulcéré, suggère pour commencer la prise de monopole, par sa tribu d'origine, de «son» peuple sur cette confession religieuse.
Celui qui se faisait appeler «l'Évêque du tonnerre», tout à sa logique, encourage vivement les naissances parmi les Bamiléké, de manière à constituer la moitié de la population du pays entre 2000 et 2020. Chaque jeune femme bamiléké doit avoir au moins 4 enfants, recommande-t-il, étant entendu, de son point de vue, que la démocratie sera déjà bien assise au Cameroun à l'horizon fixé. Et, comme il faudra voter démocratiquement partout il va de soi que «les Bamiléké, avec leur argent, auront la majorité» et donc le pouvoir politique comme levier hégémonique.
Rappelant qu'il ne faut jamais mettre ses œufs dans le même panier, le prélat conseille à ses «frères et sœurs» de s'implanter partout et d'être présents dans tous les milieux. L'implantation des colonies, dans toutes les régions apparaît, de son point de vue, la bonne option pour parvenir au maillage ethnique qu'il appelle alors de ses vœux. Demandant en outre à l'élite bamiléké de lui apporter son soutien total dans la réalisation de son projet dominateur, Albert Ndongmo apporte, séance tenante, la preuve par l'exemple : en sa qualité de consulteur du pape, il affirme que rien, au sein de l'Église catholique qui est au Cameroun, ne peut se faire sans lui. Il assure avoir inspiré la nomination récente, par le Saint-Siège, d'évêques dans le pays, portant ainsi à 8 sur 18, «soit à peu près la moitié», le nombre de Bamiléké au sein de l'épiscopat national.
Le pasteur annonce ensuite, à l'assistance, la création prochaine, à Yaoundé, d'un Institut catholique dont il est le promoteur, après en avoir trouvé les financements, et dont il sera nommé recteur par le Vatican. Il aura ainsi, en cette qualité, le pouvoir et de recruter et de former, en grand nombre, des prêtres originaires de l'Ouest, de manière à le rendre également incontournable lorsque le Saint-Siège projette de nommer des évêques au Cameroun. Avant sa démission, l'archevêque métropolitain de Yaoundé, Mgr Victor Tonyè Bakot, avait en son temps, et ouvertement, dénoncé la dérive tribale au sein de l'Université catholique d'Afrique centrale, dont le fonctionnement s'inscrivait désormais, de son point de vue, en droite ligne de la stratégie de conquête du pouvoir politique par des Bamiléké.

→

Le Mrc, officine de l'hégémonie tribale

Voici comment Maurice Kamto mène son chantier démagogique, une bombe à retardement pour l'unité nationale.

René Atangana

Le leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc, opposition), Maurice Kamto, a beau tenir un discours lénifiant et soporifique, déclarant par exemple n'avoir jamais demandé à naître bamiléké, tout, dans ses pratiques au quotidien, confine à la recherche effrénée de l'hégémonie du peuple dont il est issu sur le reste de la communauté nationale. Ceux qui l'ont côtoyé, depuis de nombreuses années, dans sa vie en société ou dans ses activités universitaires, décrivent un être qui, souvent, éprouve beaucoup de mal à réfréner ses instincts tribaux.

À la grande époque de Brain Trust, son cabinet juridique alors situé au-dessus du bureau de Poste de Nlongkak à Yaoundé, Maurice Kamto n'employait, de la femme de ménage au cadre supérieur, que des personnes originaires de la même aire sociologique que lui-même. Pour l'enseignant d'université, la supériorité des Bamiléké sur les autres tribus du Cameroun ne fait l'ombre d'aucun doute. Et toute sa démarche politique est basée sur cette logique manichéenne.

En 1992, M. Kamto fut particulièrement actif dans la campagne présidentielle du candidat du Social Democratic Front (Sdf), Ni John Fru Ndi, dont il est le directeur de propagande pour le compte de l'Union pour le changement dans la région de l'Ouest. Il comptait ainsi noyauter la formation pour en faire son cheval de Troie. «L'Union pour le changement avait pour but de mettre un terme à l'hégémonie de quelques tribus au pouvoir depuis l'indépendance, pour les remplacer à la tête de l'État par un Bamiléké», déclare alors un de ses leaders, Victorien Hameni Bieleu.

Mais les ambitions de l'infiltré sont bridées, au sein d'une formation – le Sdf – où les élites voient son agitation d'un œil suspect.

Meurtri dans son ego. Il se retrouve marginalisé, lui qui a toujours cru que son «long crayon» suffisait à lui ouvrir les portes du podium. Ses petits calculs de leadership ainsi compromis, il retourne sa veste et fait le siège de quelques caciques du régime de Yaoundé. Il est prêt à tous les reniements, à s'accrocher aux «nkwah» comme on dit à l'Ouest, à propos des natifs du Centre-Sud-Est. À cette époque-là, il ne jure en effet que par Léopold Ferdinand Oyono, un parrain qu'il n'a jamais reconnu publiquement. Réputé proche du président Biya, c'est lui, Léopold Ferdinand Oyono, qui inspire l'entrée de M. Kamto au gouvernement, le 8 décembre 2004. Pour Kamto, le poste de ministre délégué à la Justice ne sera que l'antichambre d'un grand destin. Mais ses manœuvres obscures, sur fond de repli identitaire, finissent par alerter le régime. Lorsqu'il démissionne, en début novembre 2011, le calculateur oublie d'indiquer que Paul Biya s'apprêtait en réalité à le remercier.

Maurice Kamto, on l'a dit, c'est la tribu d'abord. L'organigramme de sa formation, pour peu qu'on veuille s'y pencher, est bâti sur cette logique, quelques postes honorifiques ayant été confiés aux non-Bamiléké pour faire bonne mesure. Lorsqu'il récupère le Mrc, dont en réalité il n'est pas le fondateur, il s'appuie sur le Laakam. Association au départ culturelle et apolitique, sa nouvelle idéologie, conduite par certaines figures connues pour leur ambition de création d'une alliance tribalo-xénophobe, est désormais de fédérer un ensemble ethnique disparate.

À travers le Laakam, la communauté bamiléké s'est massivement mobilisée derrière «son» champion lors de la dernière élection présidentielle. «Nous avons été longtemps victimes des mises à l'écart, mais les ancêtres ont veillé sur notre ethnie, et nous voici sur le point d'occuper la tête de l'État avec un digne fils de chez nous», peut-on lire dans une fameuse «note confidentielle destinée aux patriarches bamiléké, qui sauront l'exploiter». Ce document, qui a amplement été diffusé sur les réseaux sociaux, se veut encore plus menaçante et comminatoire lorsqu'elle précise : «Tout enfant de l'Ouest et qui ne voterait pas Kamto Maurice recevra une malédiction éternelle de la haute société secrète Laakam.»

De même, après avoir ostentatoirement craché sur le financement public de la campagne présidentielle, Maurice Kamto a, selon des sources concordantes confirmées par des notes de renseignement, grassement bénéficié de centaines de millions de francs occultes à lui offerts par la tribu. Un effort de guerre venu de dignitaires du pouvoir Biya, d'hommes d'affaires ayant pignon sur rue et, aussi, des cotisations grégaires de la diaspora.

N'empêche que, dans son message du 10 février à la jeunesse, l'hypocrite décrète que le tribalisme, dont il se sert pourtant avec avidité quand les circonstances arrangent son business, «est l'arme qu'utilisent ceux qui n'ont pas d'arguments pour défendre le bilan de 36 ans de corruption et de détournements de fonds généralisés».

Tel un parasite jamais assouvi, son discours démagogique s'appuie sur quelques leviers-alibis pour franchir les marches du pouvoir. Au sein même du Mrc, des langues commencent à se délier sur ses pratiques discriminatoires.

JEAN DE DIEU MOMO

"Les Bamiléké m'ont qualifié de traître"

Voici, volontairement expurgée du fameux passage sur la Shoah, ce que le président du Paddec, par ailleurs ministre délégué à la Justice, a dit aux ressortissants de l'Ouest sur le plateau d'Actualités Hebdo. Au-delà des passions qui se déchaînent et de la mauvaise foi qui se déverse, cet homme parle aux Camerounais sur leur devenir en tant que communauté de destins.

Me Jean de Dieu Momo, il y a eu des marches et le saccage de nos ambassades à Paris et Berlin. Le gouvernement dit que c'est l'œuvre des militants du Mrc, et le Mrc répond : «Nous n'y sommes pour rien»...

C'est trop facile, à partir du moment où certains leaders du Mrc sont exploités dans le cadre d'une enquête préliminaire, qui est secrète. On ne peut donc pas encore en parler. De toutes les manières, ceux qui ont saccagé nos ambassades disent qu'ils veulent remplacer le président fantoche par le président élu. C'est pour cette raison qu'ils ont déchiré les photos du président de la République pour les remplacer par les photos de leur président. On est d'accord. On ne peut pas faire un rétropédalage parce qu'on a arrêté quelques suspects.

Avant qu'on ne mette ces gens en arrestation, je crois que tout le monde était d'accord que c'étaient les militants du Mrc qui avaient saccagé nos ambassades. Je peux, néanmoins, comprendre ce rétropédalage parce qu'il s'agit d'une tentative de se défendre. C'est normal, on ne peut pas s'auto-accuser. C'est légitime qu'ils se défendent. Mais, je pense quand même que nous devons remarquer que le Rubicon a été franchi. Maurice Kamto sait qu'il n'a pas gagné. J'ai discuté avec des gens de son entourage, qui disent qu'ils n'ont pas gagné. En fait, ils reprochent au président Paul Biya son pourcentage. Pour ces derniers, Paul Biya a gagné, mais pas avec 70%. Alors, s'il a gagné avec 51%, il a toujours gagné.

Moi, je suis Bamiléké et je dis à mes frères qu'ils sont en train de creuser leur propre tombe. Ils ne veulent pas me croire. Ils pensent que je les insulte. Au contraire, je vous sauve. Je vous dis de profiter de votre dynamisme pour vous intégrer dans le mandat des «Grandes opportunités», qui aura beaucoup d'enjeux, d'opportunités d'enrichissement pour nourrir vos enfants, au lieu de lutter contre ce pouvoir et de vous mettre tout le monde à dos.

Quelle est la logique qu'il y a derrière cette affaire de victoire volée ou de hold-up électoral ?

Ces leaders veulent utiliser une partie du peuple bamiléké. Il ne s'agit pas de tous les Bamiléké, s'il vous plaît ! Je dis bien qu'il s'agit d'une partie de la jeunesse bamiléké qu'on trompe. C'est grâce à ce stratagème qu'ils disent qu'ils sont très nombreux, qu'ils sont marginalisés et qu'il faut prendre le pouvoir pour se servir : il faut prendre le pouvoir parce que le pouvoir est bulu. C'est ce que M. Kamto a clairement dit au Conseil constitutionnel.

Subtilement, il utilise son intelligence pour tromper cette jeunesse-là…

En réalité, ça se passe comment ? L'élection présidentielle s'est déroulée entre M. Kamto et moi. Deux visions de deux Bamilékés. Moi, j'ai une vision républicaine et lui une vision de maquisard, une vision de la violence, de la prise de pouvoir par la violence. Quant à moi, j'ai la vision républicaine qui consiste à dire à mes frères Bamiléké : «Ne vous laissez pas tromper par ce monsieur, il cherche sa place à la présidence et il vous utilise. Il n'est pas capable d'arriver au pouvoir sans vous utiliser.»

En réalité, de quoi il s'agit ? Ce monsieur explique à la jeunesse bamiléké qu'elle est marginalisée et que le pouvoir bulu ne nomme que les Bulu. En d'autres termes, on ne nomme pas les Bamiléké. Et dans les concours administratifs, si le Bamiléké a 15 de moyenne, on prend le Bulu qui, lui, a 8 de moyenne. Que l'équilibre régional, telle que promu par les lois au Cameroun, n'est pas respecté. Et c'est pour cela qu'il dit à ces jeunes bamilékés qu'il faut prendre le pouvoir pour instaurer la méritocratie. Je leur réponds que c'est bien beau, je dis que c'est joli. Mais, si vous installez la méritocratie, ça veut dire que tous les juges seront Bamiléké, tous les militaires seront Bamiléké, comme vous êtes les plus intelligents. Car, en effet, ils proclament qu'ils sont les plus intelligents. Tous ceux qui gouvernent ne seront donc que des Bamiléké, et les autres vont se sentir esclaves. Et, justement, il n'y a pas meilleur moyen d'unir tout le monde contre eux. En tenant ce langage, ils disent, en réalité, que les autres sont bêtes, qu'ils sont pauvres, qu'ils sont paresseux et qu'ils ne travaillent pas. Conclusion, il n'y a pas meilleure façon d'attirer toute la haine de toutes les autres tribus contre vous.

S'il faut le dire clairement, Me Momo y a-t-il un problème bamiléké ?

Il n'y a pas un problème bamiléké. J'essaye d'expliquer à mes frères que leurs enfants ont 15 de moyenne, c'est vrai. Mais seulement, ce qu'il faut revendiquer c'est un meilleur pourcentage dans les concours administratifs. Le pourcentage actuel est de 13%. Pour moi, il faut revendiquer le changement de cette loi puisque nous, les Bamiléké, nous sommes plus nombreux. Il est question qu'on passe de 13% à 15%, voire 20% pour qu'on recrute un peu plus de jeunes chez nous. C'est le combat qu'il faut mener, au lieu de dire que vous allez revendiquer la méritocratie.

Je prends un exemple. Dans chaque concours administratif, si on demande 100 places, il y a 5000 Bamiléké qui vont candidater. Donc, même si on prend toutes les 100 places, il y aura quand même 4900 Bamiléké qui seront fâchés, qui seront mécontents. C'est un problème dont les autorités sont au courant, et elles cherchent les moyens de le résoudre. Ce n'est pas qu'on déteste les Bamiléké. En fait, le problème c'est qu'ils sont trop nombreux. Ils sont polygames, d'ailleurs, moi-même je suis polygame. Nous, les Bamiléké, on fait beaucoup d'enfants.

Les Bamiléké, vous êtes intelligents, ça c'est vrai. Vous êtes entrepreneurs, ça c'est encore vrai. Vous êtes des débrouillards, c'est vrai. L'espace géographique où vous êtes nés est tout petit, il est ingrat : il se trouve dans les collines de l'Ouest. Et ça oblige les gens à beaucoup travailler pour manger. Ça oblige les gens à fuir la campagne pour aller chercher des terres plus fertiles ailleurs.

Au final, les Bamiléké ont créé des espaces géographiques artificiels à Douala V. Ce sont les Bamiléké qui habitent cet arrondissement. A Douala III et Douala IV, ce sont encore les Bamiléké qui habitent là-bas. A Yaoundé VI, dans les quartiers de Biyem-Assi, Mendong, etc. ce sont les Bamiléké. C'est-à-dire que c'est un prolongement artificiel de leur territoire, parce que leur territoire est petit et ingrat.

Vous dites que vous souffrez, d'accord. Mais quel est le regard que les autres portent sur vous ? Vous êtes venus chez eux à Douala, à Yaoundé et dans toutes les villes. Et quand on regarde les titres fonciers, vous êtes propriétaires de plus de la moitié des terres. Vous ne pouvez pas dire que vous êtes isolés alors que même dans les marécages, vous, prolétaires, êtes devenus propriétaires. Vous êtes des bailleurs à Yaoundé et à Douala.

Ce discours que vous tenez, on peut l'écouter à l'Ouest ?

J'aimerai qu'ils m'écoutent. Je dis à mes frères : soyez moins gourmands, parce que les autres pensent que nous sommes trop gourmands. Nous sommes débrouillards et les autres ne le sont pas. Est-ce que vous pensez aux gens de l'Est ? Est-ce que vous pensez aux autres dans le Sud ? Est-ce vous avez vu leurs maisons ? Est-ce que vous avez vu les routes qui mènent chez eux ? Je suis d'accord que nous sommes nombreux. Je suis d'accord que nous sommes entrepreneurs, mais il faut arrêter de croire que l'État doit employer tous les Bamiléké. Moi, mon propos, c'est qu'il faut plutôt devenir la locomotive qui doit tracter le pays au lieu d'en être les entraves, c'est-à-dire, profitant du dynamisme bamiléké, il faut plutôt entraîner les autres et ils seront reconnaissants. Mais, si vous menacez de prendre leurs privilèges, de leur retirer leurs privilèges, alors que vous êtes déjà plus entreprenants qu'eux, ils se sentent en danger.

Ils vont vous haïr.

J'invoque 1991, avant que les «villes mortes» ne commencent. En 1991 à Yaoundé et à Douala, quand le Parlement estudiantin a été créé, il était déjà composé de jeunes enfants bamiléké. Et la réaction a été la création de l'autodéfense. On a failli aboutir à un génocide bamiléké. On a vu que, dans le Sud, à Sangmélima, à Ebolowa, les gens commençaient à chasser les Bamiléké. Donc, ce langage que M. Kamto tient est un langage génocidaire. Moi, je suis Bamiléké et je dis à mes frères qu'ils sont en train de creuser leur propre tombe. Ils ne veulent pas me croire. Ils pensent que je les insulte. Au contraire, je vous sauve. Je vous dis de profiter de votre dynamisme pour vous intégrer dans le mandat des «Grandes opportunités», qui aura beaucoup d'enjeux, d'opportunités d'enrichissement pour nourrir vos enfants, au lieu de lutter contre ce pouvoir et de vous mettre tout le monde à dos.

Me Jean de Dieu Momo, les observateurs internationaux, notamment en France et dans d'autres pays, qui parlent de ces marches non autorisées et du saccage de nos ambassades, pensent que la réaction du gouvernement a été disproportionnée…

Oui ! C'est ça qui est étonnant, souvent chez ceux qu'on appelle les amis internationaux dans notre coopération. J'ai lu le communique d'Amnesty International, et je trouve qu'il est disproportionné. Est-ce qu'on a déjà vu, dans le monde, des populations d'un pays aller saccager leur propre ambassade ? Franchement, je pense quand même qu'on a franchi le Rubicond. Et je dis à mes frères Bamiléké qu'il faut arrêter. Vous êtes en train de vous faire haïr. Les histoires bégaient. (…) j'espère que M. Kamto sait où il emmène leur peuple. Quand un leader a conduit le peuple dans un endroit où il n'y a pas de danger, il ne faut pas le conduire là où il y a le danger. Qui seraient les perdants, ici au Cameroun, si on devait tout saccager comme ils ont saccagé les ambassades ? Si les gens de la majorité présidentielle répondent par la même brutalité, qui va perdre ? Nous nous vantons que c'est nous qui possédons le Djeuga Palace, c'est nous qui possédons les richesses du Cameroun. Alors, qui est perdant ?

En 1991, j'habitais à Biyem-Assi lac, l'affrontement «parlementaire» avec l'autodéfense nous a mis en danger. Nous, qui ne faisions pas partie de cette histoire, avons subi. J'ai dû exiler ma famille pour aller m'installer à Douala. Je connais quelqu'un, M. Guessi, je pense qu'il était à Ebolowa avec nous à l'époque. C'était un grand propriétaire, il avait un immeuble, une boulangerie. Bref, un gars super riche, il est vivant. Il a abandonné tous ses biens à Ebolowa, et il est parti s'installer au marché Kongo. Je crois que c'est par la suite qu'on a dû vendre son immeuble pour lui rapporter de l'argent. Moi, j'ai entendu des gens qui sont des soutiens de M. Kamto, qui disent : «Bamiléké, prenez les armes contre les Bulu» ! Mais c'est de la folie furieuse ! J'ai dû rappeler, et je rappelle encore ici, que c'est une illusion de croire que les Bamiléké sont tellement nombreux qu'ils peuvent, à eux seuls, gagner une élection. D'après les textes, ils sont 15,3% de la population. Aucune tribu au Cameroun ne peut prendre le pouvoir seul, sans composer avec les autres.

Ça nous ramène à ce qu'on appelle le vivre-ensemble…

Le vivre-ensemble, si bien que tout le monde a sa place. Qui, mieux que le Bamiléké, est introduit dans ce pays ? Dans toutes les villes, il y a un quartier bamiléké et un quartier haoussa. Et maintenant, ils sont passés à une étape supérieure : il y a maintenant le quartier Bangangté, le quartier Bafoussam, le quartier Baham. Et donc vraiment, il faut dire que nous sommes intégrés partout. Est-ce qu'on peut imaginer un quartier Bulu à Dschang, un quartier Bulu à Baham, un quartier Beti à Bangangté ? Jamais ! Et puis même, ce micro-tribalisme là, il sévit déjà dans notre pays bamiléké. Les Dschang vont appeler les Bafoussam les «Nganang», en disant qu'ils sont «trop chiches», ils ont la main raccourcie. Et les Bafoussam disent des Dschang qu'ils sont les «Dschangkouna», ils sont trop sales comme des porcs. Les Mbouda, pareils. Ça, c'est à l'intérieur des pays bamiléké. On dit des Baham, chez M. Kamto, qu'ils ont quatre poches et ils ont une poche cachée. C'est ce qu'on dit des Baham. Il y a un petit tribalisme chez nous. Moi, ministre délégué, par exemple, je suis de Bafou et on va dire : pourquoi ce n'est pas un «Foreke» ? Comme je suis Bafou. A Bafou, on va dire : pourquoi il sort de «Bassessa» ?, etc. Il faut arrêter ! Nous sommes au 21è siècle bon Dieu ! Et dans 100 ans, vos petits villages-là vont disparaître.

Me Jean de Dieu Momo, après le discours que vous tenez, le Bamiléké lambda ne va pas vous qualifier de traître ?

Ils m'ont qualifié de traître. Je vous dis la vérité et vous me traitez de traître ! Traître par rapport à quoi ? Je suis en train de vous dire que le Cameroun est trop vaste pour qu'on se bagarre. Et il est même encore non peuplé au 21è siècle. Il y a des espaces partout. Alors, quand vous allez m'appeler traître, la question est simple : mon enfant, qui est né à Douala, à Yaoundé, va aller à Dschang pour habiter ? Qui va aller là-bas, dans 100 ans ? On sera comme l'Europe, c'est-à-dire qu'il y n'aura plus de villages de cette sorte. Et chaque arrondissement a sa langue. Moi, je ne m'entends pas avec un gars de Santchou. Je ne m'entends pas avec un gars de Bansoa. Le Bansoa parle son bansoa, moi je n'y comprends rien. Moi, je suis de Bafou. Or, on est dans le même arrondissement. Il faut arrêter.

Ailleurs, on va penser que les Bamiléké représentent un bloc homogène. Ils se comportent en ville comme s'ils étaient effectivement un bloc homogène. Et ça revient à interroger les communautés ethnologiques, c'est-à-dire les communautés tribales. Les communautés ethnologiques, c'est des tribus qui font ce qu'on est en train de faire en ce moment. Qui peuvent créer un danger permanent dans l'État. Un danger qui peut conduire à la déstabilisation d'un État, qui peut conduire même au génocide d'une communauté. C'est ça, le conflit communautaire. La puissance publique doit faire attention à ces communautés qui s'élèvent au 21è siècle. On le voit, en France : ce n'est pas une communauté ethnologique, les gilets jaunes.

Vous voyez les magistrats qui vont se mettre ensemble, ils font leur syndicat. Les journalistes – ah si vous touchez à un journaliste, tous les journalistes se sentiront concernés ! Donc, Il y a des règles qu'il faut respecter, il y a des règles qu'il faut prendre. L'autorité publique doit pouvoir prendre cette question-là à bras-le-corps, et chercher les moyens de la résoudre.

Et de prévenir.

La question bamiléké, si on peut s'exprimer ainsi. Vous, vous dites «cela n'existe pas». Il y a donc maintenant ce qu'on pourra appeler la responsabilité des gouvernants. Ce qui s'est passé le week-end dernier : les marches, les casses et autres. C'est un peu la conséquence d'un certain discours ?

Tout à fait ! Un discours, c'est une construction qui dure depuis longtemps. Et ce sont les leaders qui construisent ce discours et qui trompent effectivement les frères bamiléké. Si vous allez en guerre, il faut mesurer vos forces. Quand vous voyez que vous êtes 100 soldats, vous n'allez pas quand même attaquer une armée de 10.000 soldats. C'est clair ! Donc il faut composer. Et je dis aux Bamiléké qu'ils sont 15,3% de la population, et donc qu'ils peuvent gagner seuls une élection. Il faut composer. Et puis, cette histoire de dire que c'est votre tour, c'est la tontine s'il faut dire ça comme ça. J'ai rigolé en disant : qui a lancé le tir au sort ?

Les tenants de cette thèse-là disent tous, il y a eu le Nord, Ahidjo, le Grand-Sud, Paul Biya. Alors la suite… Vous êtes à l'Ouest, mais il y a aussi l'Est, il y a le Nord-Ouest, il y a le Sud-Ouest. Pourquoi forcement c'est votre tour ? C'est cette revendication du tour qui est exacerbée… C'est-à-dire qui veut consacrer l'hégémonie chez les Bamiléké. Ce qu'on a appelé le «Bami power».

Il y a quand même eu un problème. Il y a eu des marches, il y a eu des casses. Quelle réponse on peut apporter à tout ça ?

Je pense que le problème de l'équilibre régional doit être revu. Il faut que les Bamiléké aient le sentiment qu'ils sont pris en compte, même si je crois qu'ils sont pris en compte. Le bruit qui court dans les chaumières et qui dit qu'à tous les postes on trouve les Bulu et les Beti, n'est pas vrai. Revendiquez donc d'avoir une meilleure part. Mais j'ai envie de dire aux Bamiléké que, dans ce gouvernement, il y a quand beaucoup des Bamiléké qui tiennent les rênes de l'argent. Parce que le ministre des Travaux publics est un Bamiléké. C'est lui qui construit les routes. Si vous n'avez pas de routes, vous demandez à Paul Biya ? Non ! Il faut demander à votre frère. Le ministre de l'Aménagement urbain, s'il y a des trous dans la ville, c'est votre frère qui était là et maintenant votre sœur qui est là. Le président Paul Biya essaye de donner ce qu'il peut aux Bamiléké. Donc, il faut un discours qui ne montre pas simplement ce que vous n'avez pas. Il faut un discours qui montre ce que vous avez aussi. Il faut un discours qui montre ce que vous avez dans votre plat et ce que les autres n'ont pas.

Est-ce que l'Ouest n'a pas un problème de leadership ?

Tout à fait ! Le problème de leadership est tout à fait normal. L'Ouest revendique ce leadership. Ils publient dans les réseaux sociaux : «Nous sommes propriétaires de ci, de ça». Mais je dis donc : prenez ce leadership pour une locomotive, pour tracter le pays qui va à l'émergence et non pour devenir des maquisards qui brûlent et incendient les ambassades. Qui détruisent les passeports des enfants, les actes de naissance et prennent l'argent des visas. Non ! Il faut un discours différent.

SECURISATION PHYSIQUE
DU PORT DE DOUALA-BONABERI
PORT AUTONOME DE DOUALA
LA PERFORMANCE, L'ATTRACTIVITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ
Port Autonome de Douala
Port Authority of Douala
UNE MARCHANDISE ET UN NAVIRE
EN SÛRETÉ DANS UN PORT EN SÉCURITÉ
Creativethink © 2019

SECURISATION PHYSIQUE DU PORT DE DOUALA-BONABERI

PORT AUTONOME DE DOUALA
LA PERFORMANCE, L'ATTRACTIVITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ

Port Autonome de Douala
Port Authority of Douala

SÉCURITÉ ET SÛRETÉ DU PORT DE DOUALA-BONABÉRI
BIENTÔT UN DISPOSITIF ULTRA MODERNE

Creativethink © 2019